

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

25 novembre 2010

PROPOSITION DE LOI**modifiant la réglementation afin de permettre
l'accouchement anonyme**

(déposée par Mme Alexandra Colen
et MM. Bert Schoofs, Gerolf Annemans
et Peter Logghe)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

25 november 2010

WETSVOORSTEL**tot wijziging van de regelgeving om het
naamloos bevallen mogelijk te maken**

(ingediend door mevrouw Alexandra Colen
en de heren Bert Schoofs, Gerolf Annemans
en Peter Logghe)

RÉSUMÉ

À la suite d'événements récents, les auteurs souhaitent mettre en place un encadrement approprié pour les femmes en situation de détresse qui souhaitent accoucher anonymement.

Dans ces cas, les auteurs proposent de ne faire figurer aucune donnée d'identité du père et de la mère dans l'acte de naissance. L'accouchement ne coûterait rien et la mère devrait être informée sur les différentes formes d'aide dont elle et son enfant peuvent bénéficier.

SAMENVATTING

Naar aanleiding van recente gebeurtenissen wensen de indieners een gepaste omkadering voor vrouwen in een noodsituatie die anoniem wensen te bevallen.

De indieners stellen voor om in deze gevallen geen identiteitsgegevens van de vader en de moeder in de geboorteakte op te nemen. De bevalling zou kosteloos gebeuren en de moeder dient te worden ingelicht over de verschillende vormen van hulp waarop zij en haar kind kunnen rekenen.

N-VA : Nieuw-Vlaamse Alliantie PS : Parti Socialiste MR : Mouvement Réformateur CD&V : Christen-Democratisch en Vlaams sp.a : socialistische partij anders Ecolo-Groen! : Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen Open Vld : Open Vlaamse liberalen en democraten VB : Vlaams Belang cdH : centre démocrate Humaniste LDD : Lijst Dedecker PP : Parti Populaire	
<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i> DOC 53 0000/000: Document parlementaire de la 53^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif QRVA: Questions et Réponses écrites CRIV: Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte) CRABV: Compte Rendu Analytique (couverture bleue) CRIV: Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon) PLEN: Séance plénière COM: Réunion de commission MOT: Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i> DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft) CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft) CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft) PLEN: Plenum COM: Commissievergadering MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i> Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail: publications@laChambre.be	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i> Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail: publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition DOC 52 0781/001.

La découverte du corps d'un enfant à Gand, le 6 octobre 2010, a relancé le débat sur la nécessité de prévoir un accueil et un encadrement appropriés pour les femmes qui attendent un enfant qu'elles ne désirent pas.

Nous soulignons que nous avons déjà déposé cette proposition de loi en 2005 et 2008 lorsque des situations comparables s'étaient produites. Nous étions les premiers à prendre une initiative législative en la matière. Toutefois, du fait du cordon sanitaire stupide et antidémocratique, ce grave problème social n'a pas eu la solution qu'il méritait.

Il s'agit en l'occurrence de situations de détresse dans lesquelles l'encadrement vise seulement à sauver des vies et à aider les femmes concernées.

Les pays qui nous entourent tentent, de différentes manières, d'apporter une réponse à ce problème. En Allemagne, des "boîtes à bébé" ont été installées dans toutes les grandes villes, à l'initiative tantôt du secteur privé, tantôt du secteur public. Ces initiatives sont systématiquement soutenues par les autorités (de diverses appartenances politiques), de sorte que leurs adresses et numéros d'urgence sont diffusés par la police, les services sociaux, les centres médicaux, etc.

En France, les femmes peuvent accoucher en milieu hospitalier avec la garantie d'un accouchement sous X et elles peuvent confier l'enfant aux services d'adoption nationaux. Le tout est réglé par la loi.

En Belgique, les autorités de l'époque ont réagi négativement à l'ouverture d'une boîte à bébé à Anvers et une campagne fondée sur des motifs politiques a été menée contre cette initiative. Par le biais des médias, la bourgmestre d'Anvers de l'époque annonça sans détours que les personnes qui oseraient recourir à ce service seraient recherchées et poursuivies pour crime, bien que la loi ne le permît pas.

L'accouchement anonyme n'est pas non plus possible en Belgique. L'article 57, 2°, du Code civil dispose que l'acte de naissance énonce les données suivantes: "l'année, le jour, le lieu de la naissance, le nom, les prénoms et le domicile de la mère et du père, si la filiation paternelle est établie". Et selon l'article 312 du Code

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt, in aangepast vorm, de tekst over van het voorstel DOC 52 0781/001.

Naar aanleiding van de vondst van een kinderlijkje te Gent, op 6 oktober 2010, wordt opnieuw gesproken over de nood aan een aangepaste opvang en omkadering voor vrouwen die zwanger zijn van een kind dat zij niet wensen.

De indieners van dit voorstel wijzen er op dat zij dit voorstel reeds indienden in 2005 en 2008 toen zich gelijkaardige situaties voordeden. Zij waren hiermee de eersten die hiertoe een wetgevend initiatief namen. Maar omwille van het dwaze en ondemocratische cordon sanitaire kreeg dit prangende maatschappelijke probleem niet de oplossing die het verdiende.

Het gaat hier om noodsituaties waarbij de omkadering enkel gericht is op het redden van levens en op het helpen van de vrouw.

In de ons omringende landen poogt men op verscheidene manieren antwoord te bieden aan deze problematiek. In Duitsland zijn er in alle grote steden "babyklappen" of vondelingenluiken. Soms is dit een privé-initiatief, soms een initiatief van de overheid. Steeds worden deze initiatieven door de overheden (van verschillende politieke kleur) gesteund zodat hun adressen en noodnummers bekend worden gemaakt via politie, sociale diensten, medische centra, etc.

In Frankrijk kunnen vrouwen in een ziekenhuis bevallen met de garantie van een naamloze aangifte en kunnen zij het kind toevertrouwen aan de nationale adoptiediensten. Daartoe bestaat een wettelijke regeling.

In België werd door de toenmalige overheden negatief gereageerd op het openen van een vondelingenluik te Antwerpen en werd tegen het initiatief een politiek geïnspireerde campagne gevoerd. Via de media maakte de toenmalige burgemeester van Antwerpen duidelijk dat al wie er gebruik van zou durven maken, als misdadiger opgespoord en vervolgd zou worden, hoewel dat wettelijk gezien niet kon.

In België is het ook niet mogelijk om naamloos te bevallen. Artikel 57, 2°, van het Burgerlijk Wetboek bepaalt dat de akte van geboorte de volgende gegevens vermeldt: "het jaar, de dag, de plaats van geboorte, de naam, de voornamen en de woonplaats van de moeder en de vader, zo de afstamming langs vaderszijde

civil, "l'enfant a pour mère la personne qui est désignée comme telle dans l'acte de naissance."

On ne peut néanmoins nier une réalité sociale qui se rappelle à l'attention générale chaque fois que les médias font état de la découverte du corps d'un bébé abandonné ou d'un infanticide. Mais à combien s'élève le nombre de petits cadavres qui ne sont jamais retrouvés? Et n'est-il pas navrant que les femmes poussées par leur situation à de telles extrémités ne puissent compter sur aucune forme de soutien ou de compréhension?

Le contraste avec l'attitude des autorités belges à l'égard des femmes qui avortent est douloureux. Lorsqu'en cas de grossesse non désirée, une femme se fait avorter, elle est considérée comme une femme en détresse et est aidée à ce titre; elle et ses complices ne sont pas poursuivis par la loi pour le meurtre d'un enfant, son anonymat est garanti et les frais de l'avortement sont remboursés par l'assurance maladie.

Si, en revanche, elle laisse naître et vivre son enfant, elle ne pourra compter sur aucune aide, ni pour elle-même, ni pour son enfant, si elle ne communique pas son identité. Elle est en outre punissable si elle tente, d'une manière ou d'une autre, d'accoucher anonymement et de céder son enfant. Les femmes qui se trouvent dans cette situation sont par conséquent condamnées à mettre leur enfant au monde toutes seules et clandestinement et à le cacher. Seuls et sans aide, ces enfants sont voués à la mort et les mères risquent leur vie elles aussi. Elles traversent de surcroît un drame émotionnel et psychologique et s'exposent à des poursuites.

La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant prévoit en son article 6 que "tout enfant a un droit inhérent à la vie" et que les États "assurent dans toute la mesure possible la survie et le développement de l'enfant". Pour que leur enfant survive, des centaines de femmes belges vont accoucher chaque année dans les hôpitaux du Nord de la France.

La législation française prévoit en effet la possibilité d'accoucher anonymement.

Une femme n'est pas tenue de dévoiler son identité, ni à l'équipe qui prend en charge l'accouchement, ni à l'établissement dans lequel elle met au monde son enfant. L'acte de naissance ne mentionne pas le nom de la mère. Pour une femme qui n'a pas de perspectives d'avenir, accoucher dans l'anonymat peut assurer un nouveau départ dans l'existence, tout en lui permettant

vaststaat". En volgens artikel 312 van het Burgerlijk Wetboek heeft "het kind als moeder de persoon die als zodanig in de akte van geboorte is vermeld."

Nochtans is er een niet te ontkennen sociale realiteit, die op geregelde tijdstippen onder de publieke aandacht komt telkens de media melding maken van de vondst van een gedumpte kindertje of van een kindermoord. Maar hoeveel lijkjes worden er nooit gevonden? En is het niet schrijnend dat vrouwen wiens situatie hen tot dergelijke wanhoopsdaden drijft nergens op begrip en hulp kunnen rekenen?

Het contrast met de houding van de Belgische overheden ten opzichte van vrouwen die hun kind laten aborteren, is pijnlijk. Wanneer een vrouw die ongewenst zwanger is haar kind laat aborteren wordt zij als vrouw in nood geholpen, dan worden zij en haar medeplichtigen door de wet vrijgesteld van vervolging voor het doden van het kind, haar anonimiteit wordt gewaarborgd en de kosten van de abortus worden vergoed door de ziekteverzekering.

Wanneer zij echter haar kind laat leven en geboren worden, kan zij nergens hulp krijgen voor haarzelf en haar kind zonder dat zij verplicht is haar identiteit bekend te maken. Zij is dan bovendien strafbaar indien zij op een of andere wijze zou proberen anoniem te bevallen en het kind af te staan. Het gevolg is dat vrouwen in een dergelijke situatie gedoemd zijn om alléén en clandestien hun kind ter wereld te brengen en te verstoppen. Alléén en zonder hulp zijn die kinderen gedoemd om te sterven en riskeren de moeders eveneens hun leven. Bovendien is er het emotionele en psychologische drama dat zij doormaken en de vervolging die hen bedreigt.

Het Verdrag inzake de Rechten van het Kind van de Verenigde Naties stelt in artikel 6 dat "ieder kind het inherente recht op leven heeft" en dat de staten "in de ruimst mogelijke mate het overleven en de ontwikkeling van het kind" waarborgen. Omwille van het overleven van hun kind gaan jaarlijks honderden Belgische vrouwen in Noord-Franse ziekenhuizen bevallen.

De Franse wetgeving voorziet immers in de mogelijkheid om anoniem te bevallen.

Een vrouw is niet verplicht haar identiteit bekend te maken, noch aan de begeleiders van de bevalling noch aan de instelling waar zij haar kind ter wereld brengt. In de geboorteakte wordt haar naam niet vermeld. Voor een vrouw die geen perspectieven heeft, kan de anonimiteit van de bevalling haar leven een nieuwe start garanderen terwijl zij gerust kan zijn dat haar kind leeft

d'être sûre que son enfant vivra, que l'on en prendra soin et qu'il aura toutes ses chances au sein d'une famille adoptive.

La présente proposition de loi vise à adapter le Code civil belge qui se fonde, comme son équivalent français, sur le Code Napoléon, en fonction de l'exemple français, de sorte qu'il soit également possible, dans notre pays, d'accoucher dans l'anonymat administratif.

Des propositions de loi antérieures instaurant l'accouchement anonyme prévoyaient qu'il était juridiquement impossible de rechercher la mère ultérieurement. Il en va autrement dans la présente proposition de loi. Celle-ci ne comporte aucune clause précisant que l'accouchement anonyme constitue une cause d'irrecevabilité d'une action ultérieure en recherche de paternité ou de maternité. Elle permet donc de vérifier la filiation. Pour éviter à cet égard des abus qui porteraient atteinte à la vie privée de la mère ou des parents d'adoption, il est assurément souhaitable que cette recherche fasse l'objet d'une réglementation officielle. Il convient d'envisager, en l'espèce, la création d'un organisme de médiation indépendant auquel pourraient prêter leur concours, sur une base volontaire, les femmes en détresse et qui pourrait, moyennant certaines conditions (par exemple, être majeur et ne pas être tierce partie) aider les personnes concernées à trouver réponse à leurs questions sur leur ascendance. La France et la Grande-Bretagne connaissent déjà un pareil système.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Cet article permet à la mère qui se trouve dans une situation de détresse de demander que le secret de son admission dans un établissement médical et de son accouchement soit préservé. Lorsqu'une telle demande est formulée, le nom de la mère n'est pas mentionné dans l'acte de naissance. Cet article fait référence à la notion de situation de détresse. Il s'agit d'une notion *sui generis*, qui ne correspond pas (nécessairement) à la notion retenue dans la législation relative à l'avortement. La présente proposition vise à éviter que la réglementation qu'elle prévoit soit utilisée abusivement à d'autres fins que celle de sauver un être en détresse.

en verzorgd wordt en in een adoptief gezin alle kansen krijgt.

Dit wetsvoorstel strekt ertoe om het Belgisch Burgerlijk Wetboek, dat net als het Franse gebaseerd is op de *Code Napoléon*, aan te passen naar het Franse voorbeeld zodat het ook hier mogelijk wordt om te bevallen en administratief naamloos te blijven.

In vroegere wetsvoorstellen tot invoering van het anoniem bevallen werd bepaald dat het latere opsporen van de moeder juridisch onmogelijk werd gemaakt. Dat doet het huidige wetsvoorstel niet. Het bevat geen clausules die bepalen dat de anonieme bevalling een grond van onontvankelijkheid zou vormen voor een latere vordering tot onderzoek van het vaderschap of moederschap. Het laat dus de mogelijkheid open om de afstamming na te gaan. Opdat hiervan geen misbruik zou worden gemaakt om de privacy van de moeder of de adoptieouders te schenden is het allicht wenselijk dat er een officiële regeling komt voor dergelijk onderzoek. Hierbij moet gedacht worden aan een onafhankelijke bemiddelingsorganisatie waaraan vrouwen in nood op vrijwillige basis kunnen meewerken en waar betrokkenen onder bepaalde voorwaarden (bijvoorbeeld meerderjarig zijn; geen derde partij zijn) geholpen kunnen worden bij vragen over hun afstamming. In Frankrijk en in Groot-Brittannië bestaan reeds dergelijke systemen.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

Dit artikel geeft de moeder die in een noodsituatie verkeert de mogelijkheid om de geheimhouding te vragen van haar opname in een medische instelling en van haar bevalling. Bij dergelijke vraag wordt de naam van de moeder niet op de akte van geboorte vermeld. Het artikel vermeldt het begrip noodsituatie. Dit is een begrip *sui generis* en is niet (noodzakelijk) hetzelfde begrip als dat wat in de abortuswetgeving wordt gehanteerd. In dit voorstel is het erop gericht uit te sluiten dat de regeling van dit voorstel zou misbruikt worden voor andere doelen dan voor het redden van een leven in nood.

Art. 3

Un nouvel article 57^{ter} prévoit que lorsqu'une femme demande à accoucher anonymement, il faut lui communiquer, avant l'accouchement, tous les renseignements concernant les autres possibilités d'aide dont elle dispose légalement.

Art. 4

Cet article prévoit que les femmes qui accouchent anonymement disposent d'un délai de réflexion de trois mois pour décider si elles souhaitent garder et reconnaître l'enfant. Si la mère n'a pas reconnu l'enfant dans ce délai, elle est supposée avoir consenti à le confier en adoption.

Art. 5

Cet article dispose que le coût d'un accouchement anonyme est remboursé à l'établissement dans lequel il a eu lieu par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Art. 3

Een nieuw artikel 57^{ter} bepaalt dat wanneer een vrouw verzoekt om een naamloze bevalling, men haar vóór de bevalling alle inlichtingen dient te geven betreffende andere mogelijkheden tot bijstand waarover zij wettelijk beschikt.

Art. 4

Dit artikel bepaalt dat vrouwen die naamloos bevallen over een bezinningsperiode van drie maanden beschikken om te beslissen of zij hun kind alsnog willen houden en erkennen. Indien de moeder het kind binnen die periode niet heeft erkend, wordt ervan uitgegaan dat zij heeft toegestemd om het kind voor adoptie af te staan.

Art. 5

Dit artikel bepaalt dat de kosten van de naamloze bevalling aan de instelling waar die bevalling heeft plaatsgehad worden vergoed door het rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Alexandra COLEN (VB)
Bert SCHOOFS (VB)
Gerolf ANNEMANS (VB)
Peter LOGGHE (VB)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

À l'article 57 du Code civil, remplacé par la loi du 30 mars 1984, le 2°, est complété par ce qui suit:

“Lorsque la mère se trouve dans une situation de détresse et a demandé, au moment de l'accouchement, que le secret de son identité et de son admission dans l'établissement soit préservé, le nom, les prénoms et le domicile du père et de la mère ne sont pas mentionnés dans l'acte de naissance”.

Art. 3

Dans le même Code, il est inséré un article 57/1, libellé comme suit:

“Art. 57/1. Quand le secret de l'admission et de l'identité a été demandé par la mère, le service social de l'établissement doit fournir à la mère, préalablement à l'accouchement, une information circonstanciée sur les droits, aides et avantages garantis par la loi ou par décret aux familles, aux mères célibataires et à leurs familles, ainsi que sur les moyens auxquels il est possible de recourir pour résoudre les problèmes sociaux, financiers, psychologiques ou autres posés par leur situation.”.

Art. 4

L'article 348-5, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 1^{er} septembre 2005, est complété comme suit:

“, au plus tôt trois mois après la naissance”.

Art. 5

Dans l'article 25 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, remplacé par la loi du 27 avril 2005 et modifié par les lois des 26 mars

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 57 van het Burgerlijk Wetboek, vervangen bij de wet van 30 maart 1984, wordt het 2°, aangevuld als volgt:

“Wanneer de moeder zich in een noodsituatie bevindt en bij de bevalling heeft gevraagd om haar identiteit en haar opname in de instelling geheim te houden, worden de naam, de voornamen en de woonplaats van de moeder en de vader niet vermeld in de akte van geboorte.”

Art. 3

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 57/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 57/1. Indien de moeder heeft gevraagd om haar identiteit en haar opname in de instelling geheim te houden, moet zij voor de bevalling door de sociale dienst van de instelling uitvoerig ingelicht worden over de rechten, de bijstand en de voordelen waarop de gezinnen, de alleenstaande moeders en hun gezinnen bij wet of decreet aanspraak kunnen maken, alsook op de middelen waarop een beroep kan worden gedaan om sociale, financiële, psychologische en andere problemen die hun situatie meebrengt, op te lossen.”.

Art. 4

Artikel 348-5, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 1 september 2005, wordt aangevuld als volgt:

“, ten vroegste drie maanden na de geboorte”.

Art. 5

In artikel 25 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundig verzorging en uitkeringen, vervangen bij de wet van 27 april 2005 en gewijzigd bij de wetten van 26 maart

2007 et 10 décembre 2009, il est inséré un § 2bis, libellé comme suit:

“§ 2bis. Les accouchements visés à l'article 34, 2°, sont remboursés à l'établissement qui a pratiqué un accouchement pour lequel la mère a demandé que le secret de son identité et de son admission dans l'établissement soit préservé.”.

7 octobre 2010

2007 en 10 december 2009, wordt een § 2bis ingevoegd, luidende:

“§ 2bis. De verlossingen als bedoeld in artikel 34, 2°, worden vergoed aan de instelling die een verlossing heeft begeleid waarbij de moeder heeft gevraagd om haar opname in de instelling en haar identiteit geheim te houden.”.

7 oktober 2010

Alexandra COLEN (VB)
Bert SCHOOFS (VB)
Gerolf ANNEMANS (VB)
Peter LOGGHE (VB)